



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR UNE MISSION D'ÉVALUATION INTERMEDIAIRE D'UN PROJET DROIT ET SANTE POUR LES PROFESSIONNEL.LE.S DU SEXE

TITRE DU PROJET : Droits et Santé pour les Professionnel.le.s du Sexe
PAYS : Madagascar

1. Contexte

Médecins du Monde (MdM) est une association de solidarité internationale qui a pour mission de garantir un accès aux soins de qualité, universel et durable, pour toutes et pour tous, sans aucune discrimination, sans aucun jugement à travers son approche fondamentale : Soigner, témoigner et plaider, et accompagner les populations dans leur volonté de changement social.

MdM est présent à Madagascar depuis 1986. Initialement positionné comme ONG répondant aux urgences climatiques et épidémiques, MdM a diversifié ses programmes pour répondre aux grandes problématiques de santé publique du pays, en cohérence avec sa stratégie et son approche résolument communautaire. Le renforcement de la société civile et le travail conjoint avec les autorités sanitaires s'inscrivent en filigrane de toutes nos interventions.

Depuis avril 2022, MdM aux côtés de 4 partenaires de mise en œuvre (PMO) locaux – AFSA, FIVEMIMAD, Réseau LGBT et SISAL- mène un projet de de droit et santé pour les professionnel.le.s du sexe (PS) à Madagascar. L'action est financée par l'Agence Française du Développement et l'Expertise Française/Initiative (depuis avril 2023). La présente évaluation de constitue un point d'étape à mi-parcours essentiel pour prendre du recul sur d'éventuels réajustements substantiel aux actions menées. Elle couvrira la période avril 2023-septembre 2024.

Bref exposé du projet

L'objectif global de ce projet est de contribuer à améliorer la santé et les droits des PS sur l'axe routier Antananarivo/Tamatave. Les objectifs spécifiques et résultats attendus sont :

- **Objectif spécifique 1 :** D'ici 3 ans, améliorer l'accès des PS à un paquet de soins de base de qualité et en particulier les services de prévention VIH et IST inclus aux services de santé sexuelle et reproductive, à travers le renforcement de la qualité de l'offre de service et de la demande.
 - **Résultat 1 :** L'offre de service de prévention et de prise charge en santé sexuelle et reproductive est améliorée.
 - **Résultat 2 :** La demande des services de soins en SRR des TDS est augmenté grâce à une meilleure connaissance de leurs droits et des services disponibles dans les formations sanitaires.
- **Objectif spécifique 2 :** Renforcer l'autonomisation des bénéficiaires directs du projet en développant une approche intégrée genre et droits tout en luttant contre toutes les formes de violences basées sur le genre.
 - **Résultat 1 :** Les violences basées sur le genre faites aux professionnel.les du sexe sont documentées et visibilisées, et les survivant.e.s sont mieux accompagnées.
 - **Résultat 2 :** Les capacités individuelles et collectives des professionnel.les du sexe sont renforcées pour faire valoir leurs droits et développer de nouvelles compétences et activités.
 - **Résultat 3 :** Les associations communautaires sont outillées pour participer aux débats nationaux promouvant l'application des lois et la reconnaissance des droits des professionnel.les du sexe.
 - **Résultat 4 :** Les partenaires de mises en œuvre sont renforcés.

Ce projet, dans une logique de complémentarité avec le programme national VIH financé par le Fonds Mondial, vise à renforcer les capacités d'agir des PS pour l'accès à la santé et aux droits, à travers le développement et la mise en œuvre d'un projet modèle et inclusif. Ce projet allie réponse de santé publique et approche communautaire fondée sur les droits humains, associé à un plaidoyer afin de peser sur la définition des politiques nationales en santé. Le but de ce projet est, d'un côté, de donner les moyens aux PS de lever les barrières d'accès aux soins selon une approche globale (préventive, promotionnelle et curative) pour une utilisation optimale des services de santé et dans une optique de renforcement des capacités d'agir individuelles et collectives. D'un autre côté, il vise à améliorer la provision de services de santé de qualité en matière de SSR selon une approche de réduction des risques et d'accès aux droits des PS.

2. Objectifs de la consultance

L'objectif général de cette évaluation est d'évaluer la valeur ajoutée des approches développées ayant pour objectif de contribuer à améliorer la santé et les droits des PS sur l'axe routier Antananarivo/Tamatave du projet mis en œuvre par Médecins du Monde et ses partenaires de mise en œuvre (PMO) : Réseau AFSA, FIVEMIMAD, SISAL, Réseau Solidarité LGBT.

Les objectifs spécifiques consistent par conséquent à apprécier l'atteinte effective des objectifs spécifiques initiaux à mi-parcours du projet, d'en observer les conséquences à court terme et de tirer des enseignements, particulièrement sur la pérennité de nos actions, qui peuvent améliorer nos pratiques dans le cadre d'un futur projet.

Cette évaluation devra déboucher sur :

- Une analyse du niveau d'achèvement/réalisation des activités par rapport aux objectifs et résultats attendus initiaux et du contexte de mise en œuvre à mi-parcours du projet (a su s'adapter/évoluer ou pas en fonction du contexte) ;
- Une analyse des approches développées selon les critères OCDE ;
- Des recommandations pour la suite du projet en intégrant la dimension de la pérennité des actions.

Les critères d'évaluation retenus sont ceux de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Le budget total maximum disponible pour cette consultance est fixé à 20 000 EUR TTC. Ce budget ne pourra pas être dépassé.

3. Profil recherché

- Forte expérience dans la réalisation d'évaluation axée sur les résultats de projet en santé publique/ santé communautaire utilisant les critères d'évaluation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ;
- Expérience de la thématique renforcement du système de santé ;
- Expérience sur les thématiques de travail en partenariat et renforcement de capacités ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Parfaite maîtrise du français ;
- Expérience précédente similaire avec des ONG ;
- Connaissance du contexte de Madagascar est un plus ;
- Maîtrise du malagasy est un plus.

4. Calendrier indicatif

- Date limite pour manifester son intérêt : le 4 août 2024
- Date limite pour une proposition complète : 1 septembre 2024
- Phase de préparation : 2 semaines (23 septembre au 6 octobre 2024)
- Durée estimée de la phase terrain : 3 ou 4 semaines (7 octobre –27 octobre 2024)
- Rapport provisoire dans un délai de deux semaines à l'issue de la phase terrain
- Rapport final attendu et restitution finale : 1 semaine de réécriture à la suite des remarques du comité de pilotage (rapport final dû la semaine du 18 novembre 2024)

Ce planning est indicatif et peut être soumis à modification.

5. Documents à soumettre

Les prestataires souhaitant manifester leur intérêt sont invités à fournir les 2 éléments suivants :

- Les curriculum vitae (CV) à jour de 3 pages maximum des membres de l'équipe proposée et précisant le cas échéant le cabinet de consultance auquel chaque membre de l'équipe est rattaché.
- Une lettre d'intérêt de maximum trois (3) pages indiquant : expériences de missions semblables, au moins deux (2) références concernant l'exécution de contrats analogues, dates de disponibilité pour mener la consultance, etc.

La manifestation d'intérêt sera considérée comme complète que si elle comporte ces 2 éléments. Elle doit être envoyée à l'adresse email : < doi.applications@medecinsdumonde.net > en précisant en objet du mail « **Evaluation intermédiaire d'un projet de droit et de santé des professionnel.le.s du sexe- Madagascar** » ». Aucune manifestation d'intérêt soumise par un autre canal ne sera prise en considération.

Quatre candidats au maximum seront pré-sélectionnés et invités à soumettre une proposition complète en réponse aux termes de référence qui leur seront envoyés.

Les informations recueillies dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt font l'objet d'un traitement informatique destiné à constituer et archiver un dossier professionnel pour chaque candidature reçue et dans l'éventualité d'audit de nos procédures internes. Les destinataires des données recueillies sont : la Direction Santé Plaidoyer de MdM-F. Conformément aux législations française et européenne en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à < dsp@medecinsdumonde.net > ou à « Médecins du Monde France, Direction Santé Plaidoyer, 84 avenue du Président Wilson 93210 Saint-Denis ». Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Pour être autorisé à candidater, les soumissionnaires doivent pouvoir apporter la preuve, à l'appréciation de MdM-F, qu'ils remplissent les conditions juridiques, techniques et financières requises et qu'ils ont la capacité nécessaire et des ressources suffisantes pour exécuter la mission.